



## Rythmes scolaires

# Ces maires qui résistent à la pression des enseignants

**Confortés par les familles, des maires tiennent tête aux enseignants hostiles à la réforme «Peillon».**

**E**n septembre dernier, 43,4% des communes avaient choisi de revenir à la semaine de quatre jours et 40% de celles restantes l'envisageaient pour 2018, d'après une enquête de l'Association des maires de France. Rares sont donc les villes qui maintiendront la semaine de quatre jours et demi en 2018. Dans les cas les plus emblématiques – Paris, Rennes ou Nantes –, les élus, fervents défenseurs des neuf demi-journées de classe, n'ont consulté ni les habitants ni les conseils d'école pour poursuivre sur cette lancée. Vincennes, Angers et Issy-les-Moulineaux ont pris cette peine, mais la balance a penché du côté des familles en faveur du maintien de la semaine de quatre jours et demi, alors que les enseignants y restaient opposés en majorité.

### SOUTIEN DE L'ÉTAT

Un désaccord qui, à Vincennes (Val-de-Marne), a occasionné de fortes tensions entre les enseignants et la ville. Dans un sondage en ligne, 53% des parents se sont prononcés pour le maintien des quatre jours et demi, tandis que douze conseils d'école sur treize votaient l'inverse. La maire, Charlotte Libert-Albanet (UDI), élue le 12 novembre 2017, a tranché en faveur des familles. Une décision suivie d'un mouvement de grève des enseignants en janvier. «Je venais d'être élue, il me semblait difficile d'aller à l'encontre des parents»,



V. NGUYEN/RIVA PRESS

Familles contre, enseignants pour... rares sont les communes qui maintiendront la semaine des quatre jours et demi en 2018.

explique la maire, qui a tout de même reçu les enseignants à deux reprises. «Il ne s'agissait pas d'entrer en négociation. Je voulais bien les écouter, mais pas changer d'avis. Nous avons mis en place des activités périscolaires reconnues de qualité et adapté nos tarifs pour qu'ils ne soient pas trop lourds pour les familles, qui s'y retrouvent», témoigne-t-elle.

L'inspectrice d'académie a de son côté assuré qu'il n'y aurait pas de problèmes de remplacements d'enseignants, même si les autres villes du département retournaient à quatre jours. «Le préfet pourrait éventuellement imposer une harmonisation des rythmes sur l'ensemble de la circonscription, mais il n'est pas du tout dans cette perspective. Le régime commun, c'est quatre jours et demi, pas l'inverse!» souligne l'élue.

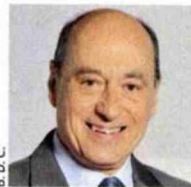
Même scénario à Angers, où 67% des familles dont les enfants sont scolarisés se sont prononcées pour le maintien des quatre

jours et demi, tandis que 187 professeurs des écoles signaient une pétition contre ce maintien à l'initiative du syndicat Snudi-FO. La décision du maire de rester à quatre jours et demi a été

Dans les Hauts-de-Seine, à Issy-les-Moulineaux, il n'y a pas eu de conflits à proprement dit, mais un chantage de la part des enseignants: «Certains nous disent qu'ils vont demander une mobilité dans une ville qui aurait opté pour les quatre jours. Mais il est plus confortable de travailler dans notre ville, avec des écoles neuves ou renouvelées, des équipements numériques, même à quatre jours et demi», tempère Bernard de Carrère (UDI), maire adjoint chargé de l'éducation.

### UN RISQUE DE FISSURE

«Je peux comprendre que cela complique la vie des enseignants, mais les activités sont de grande qualité et les enfants satisfaits. Pourquoi tenter autre chose?» poursuit Bernard de Carrère, qui ne cache pas son inquiétude de voir la communauté éducative



**«Les activités sont de grande qualité et les enfants satisfaits. Pourquoi tenter autre chose?»**

Bernard de Carrère, maire adjoint chargé de l'éducation à Issy-les-Moulineaux

annoncée le 29 janvier en conseil municipal. «Vu que l'on maintient, il n'y a pas besoin de votes en conseil d'école ou en conseil municipal. Je suis d'autant plus à l'aise avec cette décision que j'étais initialement contre la réforme. En quatre ans, j'ai pu en constater les bénéfices: 40% des enfants qui ne pratiquaient avant aucune activité extrascolaire peuvent aujourd'hui en profiter!» plaide Caroline Fel (LR), adjointe au maire chargée des rythmes scolaires.

se fissurer. «A ceux qui scolarisent leurs enfants à Issy-les-Moulineaux, nous avons accordé le tarif réservé aux habitants pour la cantine et les activités périscolaires, au lieu du tarif majoré.»

Ces maires jouent sur du velours tant que le régime dérogatoire reste à quatre jours. Mais ce dernier va-t-il rester longtemps l'exception vu le nombre de communes qui repasseront à quatre jours cette année? ● Michèle Foin